

Le droit international ? Interrogez les Palestiniens !

Comité Action Palestine, le 24 Janvier 2026

Trois journalistes palestiniens ne sont plus de ce monde. Ils ont été tués par les « Israéliens » alors qu'ils circulaient dans une voiture d'une mission humanitaire égyptienne. Plusieurs dizaines de palestiniens ont été blessés ou tués dans la même période. Le cessez-le-feu est mort depuis le premier jour de son entrée en vigueur. L'entité israélienne n'a respecté aucun accord et aucun droit des Palestiniens. Pourtant elle a été créée au nom du droit international. Un droit international qu'elle bafoue avec constance depuis 1948. Le droit international a consacré l'existence d'une colonie « israélienne » et justifié l'épuration ethnique des Palestiniens. Les règles internationales n'expriment pas une volonté d'assurer une forme de justice dans la régulation des relations entre les Etats. Elles expriment juste la possibilité pour le plus fort d'habiller ses guerres de prédation avec le langage du droit. A quel moment le droit international a été appliqué ? Jamais. Les guerres coloniales et néocoloniales ont fait des millions de morts. Les coups d'Etat et les changements de régime orchestrés par l'Europe et les Etats-Unis n'ont jamais cessé. C'est la loi du plus fort, rien que la loi du plus fort pour soumettre les peuples de tous les continents.

Quel est le rapport entre la création du Conseil de la paix par les Etats-Unis et la destruction des bâtiments de l'UNRWA à Jérusalem-est par « Israël » ? En finir avec l'ordre international issu de la deuxième Guerre mondiale et ses institutions moribondes. Ces deux entités prédatrices considèrent désormais qu'il faut mettre en place un nouvel ordre international habillé avec de nouvelles institutions taillées sur mesure pour le droit du plus fort. Quand le plus

grand fauteur de guerres depuis plus d'un siècle parle de paix, il faut se méfier. A n'en pas douter ce Conseil de la Paix sera le Conseil de guerre de l'impérialisme dirigé par les Etats-Unis. Les laquais de toutes origines se sont déclarés prêts à rejoindre le Conseil de la Paix, comme le Maroc, la Turquie, l'Argentine ou la Hongrie. Après avoir fait un coup d'Etat au Venezuela et tenté vainement de décapiter l'Etat iranien, Donald Trump annonce clairement que le Groenland sera tôt ou tard propriété étasunienne. Les Etats-Unis piétinent la vieille Europe sans pitié et menacent ses rivaux stratégiques chinois et russes.

Pour dénoncer les prétentions des Etats-Unis sur le Groenland, Emmanuel Macron a déclaré : « La seule loi qui compte est la loi du plus fort, les ambitions impérialistes refont surface ». Encore un effort et le Président français en deviendrait presque marxiste-léniniste. Non ! Les « ambitions impérialistes » ne refont pas surface. L'impérialisme est un fait. Un fait têtu et très ancien. L'impérialisme est une violence économique et militaire exercée en permanence contre les anciennes colonies. C'est prendre illégalement les richesses qui ne vous appartiennent pas. Sans l'impérialisme, la France compterait parmi les pays pauvres de cette planète. Elle n'a eu de cesse, en Afrique notamment, de vouloir conserver ses zones d'influences en renversant des régimes et placer des dirigeants conciliants avec les grands intérêts économiques français. Par des guerres ou des coups d'Etats fomentés en sous-main. La loi du plus fort est une réalité imposée aux Etats et aux peuples des pays du Sud. Les propos du Président français signifient que le droit du plus fort doit s'exercer partout sauf en Europe. C'est une dénonciation à géométrie variable de la loi du plus fort et de l'impérialisme.

Des milliers de Palestiniens tués à Gaza et en Cisjordanie. Génocidés. Exterminés sans pitié pendant deux ans. Les Palestiniens sont encore et toujours sous le feu

« israélien ». Où est le droit international ? A quel moment a-t-il été appliqué ? Jamais ! Pourquoi ? Parce que la nation la plus puissante de ce monde l'en a décidé ainsi pour ses propres intérêts économiques. Parce que les Etats-Unis ont décidé que leurs intérêts supérieurs exigeaient de génocider le peuple palestinien. Qu'ont fait les autres dirigeants qui, aujourd'hui, dénoncent avec opportunisme l'impérialisme ou rejoignent le Conseil de la paix ? Ils ont observé dans le silence le massacre lorsqu'ils n'ont pas soutenu d'une manière ou d'une autre la guerre génocidaire des sionistes. C'est une leçon que les peuples ont aujourd'hui apprise. Le droit international n'existe que dans les beaux discours. Leur réalité est faite de pauvreté, d'exploitation, de guerres et d'humiliation. Le Conseil de la paix ne changera rien à l'affaire. La résistance est un droit que s'octroient les peuples. Elle est la seule réponse à l'impérialisme et ses mensonges.

Palestine vivra ! Palestine vaincra !

Liban vivra ! Liban vaincra !

Yémen vivra ! Yémen vaincra !

Illustration : création par IA, Comité Action Palestine